

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ce sont ses amis du Fouquet's qui nous ont fait courir
tous ces risques

La pseudo valeur "risque" contre la valeur du travail

- Social -

Date de mise en ligne : dimanche 7 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

En pleine crise mondiale, Sarkozy, dans son discours de Toulon, a encore valorisé le « risque ». En risquant beaucoup, gagnez beaucoup, vive les risquophiles ! Seul bémol hypocrite : « si le risque doit être récompensé, plus question que l'échec le soit ».

Beau tour de passe-passe : en quoi le « risque » accumulé, cause d'une crise financière mondiale sans précédent, peut-il encore être présenté comme une valeur positive et qu'était ce « risque » où ses amis capitalistes et banquiers, ceux du Fouquet's, étaient assurés contre l'échec avec des stocks option, parachutes dorés, retraites chapeaux ? Comment le « risque » pourrait-il rester une « valeur » et LE critère de rémunération ?

Obsédés des jeux, gangsters, maffieux prennent des risques : sont-ils un modèle ? Le « risque » était le moteur du casino financier mondial, des « actions pourries » et autres subprimes... résultat de la déréglementation des gouvernements néo-libéraux, Sarkozy, Merkel, Bush.

Ils avaient même des idéologues à deux sous pour défendre la prétendue « main invisible du marché » contre tout état de droit, tout contrôle démocratique. « Wall Street », c'est la chute du « mur de Berlin » du libéralisme : l'expert Paul Jorion évalue le total des Credit Default Swaps US à 62 000 milliards de dollars. Paulson met 700 milliards de dollars sur la table, Sarkozy propose 300 milliards d'euros en Europe, DSK met la barre à 1400 milliards pour le FMI : hier, ils prétendaient ne rien avoir pour les salaires, les hôpitaux, les écoles... Hier, la BCE « indépendante » jurait qu'il fallait partout la rigueur budgétaire pour éviter l'inflation... Aujourd'hui ils font tourner la planche à billet pour sauver les « risquophiles ».

Ce sera sans fin. C'est le hold-up du siècle ! Sarkozy fait surgir 26 milliards d'euros dans nos caisses publiques qui étaient prétendument « vides » pour remettre ses amis du BTP à flots et leur permettre de continuer en prenant de nouveaux « risques ». Laurence Parisot veut protéger les employeurs (actionnaires, banquiers...) des « risques » du droit et revendications légitimes des salariés. Au nom du Medef, elle a défendu la « rupture individuelle » du contrat de travail, la fin du droit collectif du licenciement, mis en cause les prud'hommes : « pour ne pas que les employeurs soient insécurisés » !

Facilitez le licenciement pour faciliter l'embauche sans « risque ». C'était déjà le fameux argument pour le CNE et le CPE : report du risque sur le salarié pour mieux rassurer le profit... C'est aux salariés qu'ils ont imposé tous les risques, bloqué les salaires, vitriolé le code du travail et les protections sociales, privatisé les services publics, licencié massivement, siphonné les fruits du travail pour augmenter sans cesse leurs marges, spéculé de plus en plus, et maintenant qu'ils perdent, ils voudraient nous faire perdre avec eux, pire, nous faire payer leurs pertes... Ce n'est pas le « risque » qui doit être rémunéré mais le travail, la qualification, l'efficacité, la solidarité.

Aucun « risque » ne vaut qu'un patron ou actionnaire gagne plus, disons de... 20 fois le Smic. Le risque n'a pas de vertu économique, c'est au contraire l'aléa incertain contre lequel toute économie humaine vertueuse doit lutter pour se développer, garantir le plein emploi, la sécurité sociale, le développement durable.

À chacun selon ses capacités et ses besoins, pas selon ses risques. Mettez donc plutôt 1400 milliards contre la faim, les pandémies, les accidents du travail, pour aligner les droits sociaux par le haut. Donnez du crédit aux salariés pas aux banques ! Haussez massivement les salaires tout de suite, ça relancera l'économie !

Coordonnez-vous en Europe, pas pour sauver les traders, mais pour un Code du travail européen protecteur, une Europe des 35 h et un Smic européen !

Gérard Filoche